

De la violence : notes de lecture

Cercle de réflexion pour la psychanalyse en Algérie.- Algérie, années 90. Politique du meurtre, Pour une lecture freudienne de la «crise algérienne».- Paris, Lysimaque, 1998

Bien qu'il ne soit pas, naturellement, d'une complète homogénéité, étant constitué de contributions de différents auteurs, cet ouvrage ne manque néanmoins pas d'unité. Celle-ci lui vient de la forte prégnance de la préoccupation et de l'intention principales vers lesquelles converge l'ensemble des interrogations, et des propositions de réponses à ces interrogations contenues dans les différents textes ici proposés. Il s'agit, pour les auteurs de ce livre collectif, de mobiliser la culture psychanalytique (principalement à travers son interprétation lacanienne) pour tenter d'élucider autant qu'il est possible, les raisons de l'état d'intense violence que vit l'Algérie depuis une dizaine d'années.

Objet d'autant plus fascinant pour des intellectuels de culture psychiatrique et/ou psychanalytique ¹ dont les liens personnels avec l'Algérie et son histoire instaurent, pour plusieurs d'entre eux, des formes complexes d'ambivalence, que l'information socio-politique dont ces intellectuels disposent sur la situation réelle, ô combien complexe, de l'Algérie d'aujourd'hui, les pousse à percevoir celles sur le mode de l'énigmatique. Quels sont les mécanismes qui, agissant dans l'inconscient des individus et des groupes y conduisent à la valorisation et à la pratique de formes extrêmes de violence ? Comment ces mécanismes concernent-ils les racines psychologiques des structures religieuses, (rapport au père et rapport à l'absolu, etc.), les spécificités du rapport à la mère ou encore les significations du meurtre dans la logique des rapports du Moi à l'Autre etc, ? Telles sont quelques-unes des dimensions de la problématique très complexe à travers laquelle s'offrirait, à la psychanalyse, la situation algérienne. L'universalisme de la psychanalyse et de ses développements post-freudiens, est-il en mesure d'expliquer les spécificités des articulations du 'politique' et du 'psychologique' telles que l'histoire les a générés dans la société algérienne d'aujourd'hui ? "... à cause de quels éléments qui caractérisent le discours et le lien social dominants, le discours intégriste a-t-il pu advenir, et surtout, être adopté par un grand nombre d'Algériens', écrit par exemple un des auteurs de cet ouvrage (Amin Hadj-Mouri : *Des frères aux fils ou la périlleuse infatuation*, p. 56).

¹- La linguistique est également présente dans cet ouvrage sous des formes directes ou indirectes. Le problème de savoir à quel degré les tensions linguistiques socio-politiques et socio-psychologiques ont contribué à inciter à recourir à des formes extrêmes de violence est posé. (Voir Abdou Elimam : *Langues et conflits : repères socio-linguistiques et glottopolitiques*).

C'est inégalement que les tentatives exprimées dans cet ouvrage de mobiliser les armes conceptuelles de la psychanalyse, et en particulier celles du courant lacanien, réussissent dans leur objectif d'éclairer la "crise algérienne".

Dans certains cas la terminologie sophistiquée du discours de type lacanien, ne sert de véhicule qu'à des thèmes banals, voire tendancieux, et donc parfois faux. Est-ce ainsi par exemple un progrès que de nommer "régression", le fait que *"des superfétations pratiquement éteintes (comme l'astrologie en France), des particularismes régionaux ou nationaux paradoxaux... et des fanatismes religieux dignes du temps des croisades ont repris une expansion imprévisible ?"* (p.19). En un raccourci saisissant, où la vigilance épistémologique ne trouve pas son compte, on rapporte la force de l'action de la "pulsion de mort" dans l'Algérie d'aujourd'hui, qui se manifeste dans *"... les invocations contraires mais répétitives à l'ordre ou au désordre, les exclusions et condamnations, aux 'déceptions déchirantes' qui ont suivi la 'victoire de 1962'"* (Bernard W. Sigg: *Fils de la mort*, p.37).

On ne peut sans doute qu'applaudir à l'intention qui anime cet ouvrage de joindre les lumières de la psychanalyse à celles d'autres disciplines comme l'histoire, la sociologie, l'économie ou la linguistique, pour mieux comprendre les phénomènes et les engrenages qui ont engendré les situations extrêmes observables dans la société algérienne d'aujourd'hui. Ce progrès dans la connaissance ne peut pourtant se réaliser quand on croit pouvoir faire de sa propre culture psychanalytique, le paradigme de tout savoir sur la société, et l'aune à laquelle tous les autres discours peuvent être jugés. Attitude qui peut conduire à établir de dangereux amalgames, où tout ce qui, dans l'ordre du discours, est autochtone, reçoit les mêmes stigmates: ou en dit ainsi trop ou pas assez de ces discours qui *«vont de ceux qu'on qualifie de réactionnaires jusqu'aux plus progressistes»*... et qui partagent *«... la particularité de viser à la totalité»*. (Amin Hadj-Mouri: *Réflexions et clarifications épistémologiques pour un travail à venir*, p.42)² ou encore quand on affirme sans nuance, que l'idéologie intégriste se développe à la faveur des tendances hégémoniques du discours de la science. Cette perception peu discriminante des discours qui tout à la fois disent et font les événements dans l'Algérie actuelle, est sans doute ce qui inspire certaines analogies bien sommaires, et bien faciles comme celle qui voit dans le rapport de la périphérie algérienne actuelle à son centre, l'équivalent du rapport de l'Algérie à la Métropole durant la période coloniale, ou celle qui considère la position de la langue arabe en Algérie aujourd'hui comme l'analogie de la position du Français avant l'indépendance. Analogies qui paraissent bien fragiles, même si l'idée, également développée dans cet ouvrage, de l'intégrisme comme assimilationniste n'est sans doute pas, sans comporter une part de vérité.

²- On lit aussi à la page 190 : *«la mise en avant du discours "laïc" assimilé naturellement au progrès et à la démocratie,... me paraît tout aussi aventureuse et dangereuse que le développement de l'idéologie "islamiste"»*.

Les imprudences épistémologiques que renferme cet ouvrage, -et qui sont souvent directement ou indirectement liées à la difficile question des relations du psychologique au sociologique, et de l'inconscient individuel à l'inconscient collectif- n'empêchent pas que certains des textes réunis dans ce livre, définissent et appliquent nombre de structures conceptuelles, d'inspiration psychanalytique, qui peuvent conduire à formuler des hypothèses convaincantes sur la nature des mécanismes psychologiques qui pourraient être à l'origine de bien des comportements tératologiques.

Les vicissitudes subies par l'image du père³, à des degrés divers dans les différentes couches sociales, ne sont pas sans liens avec les processus par lesquels beaucoup d'individus ou de groupes d'individus s'anéantissent dans un absolu hyperbolisé, dans un Autre, qui ôte à toute autre forme d'altérité, tout droit à l'existence. Il y aurait ainsi une féconde problématique à construire, en partant de faits qui gagneraient à être travaillés en s'appuyant à la fois sur les ressources de la psychanalyse et sur celles de la sociologie, et qui aurait pour axe la question de savoir s'il y a une véritable homologie entre la tragique ambivalence que connaît l'image du père chez, semble-t-il, un très grand nombre d'Algériens, et certaines caractéristiques des mécanismes de manipulation des masses (Cf. Abdelhak Benouniche : *Le père et ses fils*). Bien entendu, établir des homologies n'autorise guère à traiter celles-ci, *ipso-facto* comme des relations de causalité.

Ne manquent pas d'utilité opératoire non plus, semble-t-il, les liaisons que l'éclairage psychanalytique permet de saisir, dans la société algérienne d'aujourd'hui entre des formes spécifiques de narcissisme, des tendances paranoïdes et le fanatisme. Des formes perturbées de rapports à l'autre, détermineraient des formes perturbées de rapports à soi, génératrices d'un désir d'élimination de toute forme d'altérité. "*Dans le fanatisme*, lit-on dans le texte de Fabrice Liégeois, *le social comme autre scène, éléments pour une anthropogénèse de l'altérité*, p.113, *le réglage imaginaire prévaut. Or nous avons vu que la passion identitaire est d'essence paranoïaque. Ainsi, l'autre est intolérable..., à la mesure de sa déchéance comme Autre véritable*".

Les meilleurs textes réunis dans cet ouvrage sont ainsi ceux qui sans prétendre péremptoirement livrer des explications ultimes à la crise que traverse l'Algérie, suggèrent que l'arme de plusieurs schèmes psychanalytiques les mieux assurés, joints à d'autres armes, pourraient aider à y voir plus clair.

Mustapha Haddab

ANSER, Layachi .- Sociologie de Démocratie et de la rébellion en Algérie.- Le Caire, Centre de recherches arabes, 1999 (en arabe)

Présenter une œuvre sociologique comporte toujours le risque d'édulcorer, voire de travestir son apport à la connaissance sociale objective, par le fait même

³- On lit par exemple p. 94 : «*Cette découverte fascinante de Dieu et la soumission qui l'accompagne, représentent à mes yeux une haine féroce du père en tant qu'il fait valoir la loi humaine : l'interdit de l'inceste*» .

de lui superposer un nouveau discours dont les conditions de production prétendent à masquer son historicité propre, qui se détache et prétend se libérer de cette inhérence à l'œuvre initiale. Aussi existe-t-il une certaine prétention à vouloir relire un discours qui s'est approprié un objet de connaissance en vue de révéler son sens caché, sa vérité masquée voire de cerner et déterminer les mécanismes de son fonctionnement. Néanmoins, susciter un intérêt pour une œuvre scientifique dans un contexte social où le rapport de force cognitif n'est point favorable à l'épanouissement de la connaissance scientifique objective de la réalité sociale, peut révéler des opportunités insoupçonnées pour le développement d'un débat fructueux et fertile autour de préoccupations scientifiques, sociales et politiques. Il peut ainsi, à fortiori, justifier les risques multiformes, méthodologiques, conceptuels et/ou théoriques qu'encourt l'effort de présentation et qui, là aussi bien entendu, se superposeront à celles, possibles, de l'œuvre.

Ainsi l'ouvrage de Layachi ANSER regroupe neuf (9) articles produits dans des conditions socio-historiques variables, préserve une unité épistémologique, confortée par une rigueur méthodologique et conceptuelle et un effort de mise à jour des apports théoriques récents, que la diversité thématique abordée risque de reléguer au second plan, voire d'occulter pour ne s'attacher qu'à l'interprétation des faits analysés. En effet, les quatre premiers articles centrés sur l'analyse des déséquilibres induits par la crise socio-politique et économique et son effet sur le rééquilibrage continu des rapports de forces multiformes, sociaux, économiques et politiques, qui s'exprime dans les formes de pratique de la violence au sein de la société, de distribution/redistribution du capital symbolique et matériel, -suivi de quatre autres articles articulés autour de la problématique de l'entreprise économique dans une économie rentière et des effets de cette caractéristique sur le syndicat, les cadres d'entreprise, les différentes élites sociales, les relations de travail et les représentations sociales qui fortifient l'identité sociale, donnent-ils l'illusion de l'articulation de l'œuvre autour de préoccupation qui se situent à des niveaux sociétaux différents- une approche macro-sociologique de la crise de l'entreprise économique et du syndicalisme en son sein. Et ce, au moment où la lecture critique du discours, ayant pour objet ces réalités, révèle une identité des facteurs déstructurant de l'une et de l'autre.

En effet, l'homologie fonctionnelle des trois structures sociales, en apparence complémentaires, mais historiquement contradictoires, que sont la famille patriarcale, l'état politique et la structure religieuse, cimentée par une homogénéisation forcée (?) historique, des différentes symboliques, recoupe-t-elle, voire s'identifie, à celle que révèle l'analyse du fonctionnement objectif de l'entreprise économique où se trouvent réunifiés les mêmes vecteurs antinomiques qui assurent sinon l'implosion, du moins la paralysie de l'entreprise qui se voit dépouillée de ses attributs d'entité économique préfigurée par un marché social généralisé et un état politique qui se fortifie par la production/reproduction des conditions de citoyenneté que sont la liberté sous toutes ses formes et les facteurs d'individuation.

Nonobstant ces faits, les pesanteurs qu'exercent ces trois structures sociales, familiale, politique et religieuse qui, s'associant dans leur autoritarisme, leur dogmatisme et leur négation de tout particularisme innovateur, traduisent l'échec de l'accès de la modernité comme condition de régénérescence sociale et de production des conditions de reproduction historique élargie de la société algérienne. L'Etat populiste post-indépendance, en s'articulant à des structures qui lui étaient historiquement antinomiques (familiale et religieuse), s'est privé de la possibilité historique de produire les conditions favorables à la maturation des mutations produites et/ou suggérées par le développement accéléré induit par le processus d'industrialisation, et a avorté non seulement les possibilités de modernisation de la société mais aussi son propre projet totalitaire de contrôle sans partage de l'espace social. De recul en régression, cet Etat se trouvera contesté même dans son monopole de la violence (tant symbolique que matérielle). La même déliquescence irrépessible caractérisera l'entreprise, ainsi que ses attributs que sont ses cadres, ouvriers et structures syndicales.... qui, pour n'avoir point saisi l'opportunité offerte à elle d'être une entité économique inscrite dans un procès de reproduction sociale déterminé par une division sociale du travail, se diluera de manière presque ubuesque à l'orée d'une restructuration fantasmagorique.

L'échec de la modernisation de l'Etat et de la société accéléra l'épanouissement de pratiques parasitaires celles que la corruption, le népotisme, le clientélisme, la spéculation... et aboutit à une privatisation de l'Etat et de ses Appareils au profit des castes multiples qui se constituèrent des domaines réservés où ne prédomineront dès lors, que les valeurs et pratiques précédemment citées. Et ce, après avoir gargarisé la société durant plus de trois décennies d'un populisme socialisant articulé à un égalitarisme illusoire.

L'entreprise économique, elle aussi, après avoir entretenu l'illusion d'une articulation de son fonctionnement sur la valorisation des compétences de gestion administrative et technique, de maîtrise de l'outil technologique en vue d'objectifs, concrètement irréalisables, tels que la rentabilité et la productivité économique, affrontera la juste mesure de sa réalité objective antinomique à la rationalité économique capitaliste. Et, avec ce choc, se brisera le miroir aux alouettes auquel se mirait les différentes élites administratives, techniques et syndicales pour se découvrir une dimension de pantins manipulés par plus d'un marionnettiste.

L'œuvre, riche en données et propositions méthodologiques et en ouverture de champs cognitifs nouveaux, telle que cette audacieuse mise en rapport de l'état, de la famille et de la religion, structures qui surgissent de lieux historiques différents, pour questionner les fondements de la violence multiforme qui étouffe la société sous son joug, se conclut par la lancinante et angoissante interpellation du devenir de la sociologie en Algérie, et ce, dans la lancée du même processus de repositionnement global de la société. A ce niveau, il est regrettable que ce lien, pourtant mis en valeur, ne soit pas questionné de manière plus hardie, jusqu'à la transgression des limites auquel se confine le débat scientifique et

intellectuel du fait du poids du corpus théorico-idéologique qui prégné la réalité social-historique propre à cet espace et qui impose de questionner même l'acquis théorique, le concept dans sa capacité à saisir, à s'approprier un réel, sans se projeter sur lui pour le masquer et le transfigurer quand ce n'est pas pour le défigurer.

Ainsi, interpeller la discipline sociologique telle qu'instituée et constituée dans sa capacité à s'approprier une réalité sociale historique, où les postulats qui fondent son exercice (individu en tant que concept et réalité, production industrialo-capitaliste, généralisation du marché et du salariat, dislocation des structures d'appartenance pré-capitalistes telles que Tribu, Clan, Famille...) auxquelles se substituent des facteurs de positionnement social déterminés par la division sociale et technique du travail, sont absents ou en voie d'émergence, n'est-il pas sans conséquences sur la lecture de variables multiples qu'on peut isoler et de leur corrélation. Mais cela est un autre débat, qu'il faudra ouvrir si les sciences sociales ne veulent plus fonctionner en vase clos.

Abdelkrim Bouhroum

Violence et école

Debarbieux, Eric.- La violence dans la classe.- Paris, PUF, 1993

Dans cet ouvrage, il n'est point question de la violence qui sévit dans les établissements scolaires des *quartiers à problèmes* et dont l'aspect *sensationnel* fait régulièrement la une des médias.

La recherche menée par Eric Debarbieux s'intéresse à *ce qui touche quotidiennement et réellement la vie de milliers d'enseignants et de centaines de milliers d'élèves : la violence dans la salle de classe.*

Si cette violence n'est que rarement étalée au grand jour, cela ne veut pas dire qu'elle est *accidentelle* voire *marginale*. Pour l'auteur, *la seule interprétation possible d'un tel silence est le poids d'un tabou, d'une honte, d'une culpabilité.* Car bien qu'interdite par les textes officiels sous sa forme physique tout au moins -les châtiments corporels sont interdits dès 1887 dans l'école laïque française-, la violence n'en est pas moins présente, dans un lieu où seul le savoir est censé avoir droit de cité.

Dans ce travail développé en huit chapitres, l'auteur va s'attacher à mettre à jour la violence telle que la vivent et ressentent les enseignants et les enseignés. A partir de leurs représentations respectives, *le parti pris théorique a été de comprendre ce dedans* comme cause de violence. La salle de classe n'est pas neutre ; cette clôture a en elle-même effet de violence... *la théorisation au sujet de la violence n'a qu'un but : tenter de trouver des solutions pour y faire face*- nous dit l'auteur en introduction et non culpabiliser les enseignants.

Dans le premier chapitre, le lecteur ne manquera pas d'être pour le moins surpris d'apprendre que dès l'école maternelle, *les fessées, les gifles et autres tirer les cheveux et les oreilles* sont monnaie courante. En se basant sur deux études aux titres révélateurs, du reste, -la première de B. Douet, *Discipline et punitions à l'école, Paris, PUF, 1987.* la deuxième de Ph. Jubin, *L'élève tête à*

claques, Paris, ESF, 1988- L'A. confirme bien l'existence de la violence dans la salle de classe. Mais si elle est si difficile à débusquer, c'est selon lui à cause de ce mythe fondateur de l'école républicaine où domine l'image idéalisée du *bon maître qui saura créer dans sa classe le climat de confiance et de calme nécessaire à un travail harmonieux des élèves* grâce à une *autorité naturelle*. Malheur donc à l'enseignant *incapable* qui se laissera *déborder* par ses élèves parce que lui aura fait défaut cette qualité innée ou tout simplement parce qu'il aura *transgressé les règles officielles et officieuses de la profession*..

On comprendra, dès lors, et c'est ce que met en évidence la fin de ce premier chapitre, l'énorme difficulté méthodologique à laquelle sera confronté le chercheur soucieux de définir, observer, décrire, comprendre et interpréter la violence dans la classe. L'A. a eu recours à un matériau multiple dont nous apprécierons particulièrement la démarche impliquée et la patience *d'une observation en continu, pendant cinq ans dans les classes de cinq enseignants*..

Dans les chapitres consacrés à *la violence perçue par l'enseignant et par l'enseigné*, l'analyse des discours des uns et des autres montrent que c'est la place *dominocentrique* du maître et la toute puissance magistrale qu'elle lui confère qui *est source de tous les dangers* dans la classe. Pour l'enseignant, fidèle au modèle pédagogique traditionnel où le « *Maître-parle* » et « *l'élève-écoute* », est considéré comme violence tout ce qui vient troubler le discours magistral : le bruit, les gestes, l'inattention des élèves, leurs affrontements, peuvent déclencher une violence multiforme (physique, verbale, blessante, sournoise...). Pour l'enseigné, le fait d'être *hors du champ de la parole* et du *vécu spatial de la classe* est précisément cause de violence et de stress. Cependant, *que faire quand la violence, intruse indésirable est là ?*

Dans les derniers chapitres de l'ouvrage, l'auteur propose une série de *stratégies préventives* à prendre non pas comme des *recettes* ou des *solutions miracles* mais comme de possibles pistes pour changer de regard sur la violence dans la classe. En la considérant comme *un élément constitutif de la relation pédagogique*, *l'enseignant peut l'intégrer positivement pour mieux y faire face*.

C'est sans doute en cela que réside le principal mérite du travail d'E. Debarbieux. Le futur enseignant, ou l'enseignant débutant qu'une formation trop souvent théorique et superficielle ne prépare pas suffisamment aux problèmes relationnels réels maître-élève dans la classe y trouvera, sans nul doute, grand intérêt.

Trabal, Patrick : La violence de l'enseignement des mathématiques et des sciences.- Paris, L'Harmattan, 1997.

Certes, il est des profs qui abusent de leur position face à la difficulté théorique des mathématiques et de la physique et qui gagneraient à revisiter leur modèle pédagogique. Certes, des médiateurs sont sans doute nécessaires, quand la communication ne fonctionne plus, pour éviter que certains collègues ne brûlent. Mais voilà : ce que nous oblige à regarder en face cet ouvrage, c'est que si violence symbolique il y a, c'est que ce sont d'abord les savoirs eux-mêmes qui sont violents.

Cet extrait de la préface de J.P. Astolfi, didacticien des sciences, nous semble assez éloquent quant aux questionnements qui ont guidé le travail de Patrick Trabal (Thèse soutenue à l'EHESS en 1995):

Pourquoi l'enseignement des sciences fait-il violence aux élèves? Pourquoi les élèves détestent-ils les mathématiques? Pourquoi les considèrent-ils comme un ensemble de règles qu'il convient d'appliquer pour réussir et sur lesquelles il est inutile et vain de s'interroger?

Pour répondre à ces questions et construire son objet, l'A. a eu recours principalement à l'épistémologie et aux thèses de G. Bachelard (***formation de l'esprit scientifique***).

Dans la première partie, intitulée *l'autorité de la science*, est mise en exergue de façon théorique la suprématie de la science, la dimension intrinsèquement autoritaire de l'enseignement scientifique et plus particulièrement l'enseignement des mathématiques.

Le *scientifique* ne se construisant que par opposition ou *destruction du non scientifique*, la société se trouve ainsi *divisée en deux champs*. Et comme le dit P. Bourdieu, *entrer dans le champ scientifique, c'est accepter de renoncer à son mode spontané de connaissances- le sens commun- C'est donc accepter d'une certaine manière de faire le deuil d'une partie de soi : nos sens. Tel est le prix à payer pour accéder à la citadelle scientifique*. L'enseignement scientifique constitue ce « *lieu mixte* », cet espace où s'affrontent deux modes de connaissances. Et lorsqu'on sait que la violence est inhérente à tout acte pédagogique, que dire de l'enseignement des mathématiques? C'est sans doute le lieu par excellence où la volonté de *construire le scientifique* génère le plus de conflit et d'agressivité. *Les mathématiques définies par les mathématiciens sont encore plus éloignées du sens commun que ne le sont les autres sciences*. Elles exigent de l'élève une *conversion* (au sens bachelardien) plus grande, une rupture plus radicale avec *l'expérience première*, les *perceptions erronées*, bref toutes *les représentations* que l'enseignant va s'atteler à dénoncer, à modifier et *corriger*. Parce qu'il les considère comme des « *obstacles* » aux apprentissages.

Cette *rupture épistémologique* apparaît donc comme une *ligne de front*, une classe où élèves et enseignants sont constamment en train de négocier la délimitation entre *scientifique* et *non scientifique*, d'évaluer les *victoires* et les *défaites*.

La deuxième partie laisse place aux discours sur les mathématiques de *ceux qui doivent les apprendre*. En faisant parler de sens commun, l'A. a réussi à mettre en évidence la relation ambivalente que les lycéens, notamment, entretiennent avec les mathématiques. Celles-ci sont présentées comme une véritable *férule*.

Articulés autour de trois pôles (la logique, la vérité, l'universalité), la validité, l'immanence et le caractère incontournable des mathématiques participent à une justification de leur caractère formel et de l'importance des règles auxquelles il faut se soumettre.

Ainsi, la violence que suscitent les mathématiques s'exprime à travers la récurrence des mots tels que *cauchemar, couperet, terrorisme, répulsion*. Sont dénoncés avant tout leur caractère sélectif et leur supériorité. En parlant par exemple du professeur de mathématiques, des journaux comme Le Monde, Le Nouvel Observateur, Le Monde de l'Éducation n'hésitent pas à le qualifier de *Grand Manitou, de Dieu le père*. Ce sont ces représentations sociales largement véhiculées qui ont vraisemblablement présidé à la *réforme des mathématiques modernes* à laquelle l'A. consacre la troisième partie de son ouvrage.

Outre l'intérêt de l'approche historique dans l'enseignement des sciences, le lecteur retiendra *la volonté des réformateurs de changer un aspect de la représentation dominante sur la nature des mathématiques* et de lutter contre une conception selon laquelle *elles viendraient d'en haut et existeraient indépendamment de l'homme*.

Mais il n'est pas facile de bouleverser les représentations, et la réforme eût beaucoup de détracteurs..

Ce travail fait apparaître, à partir de multiples approches (sociologiques, épistémologiques, historiques), les enjeux pédagogiques et didactiques de l'enseignement des sciences en général et des mathématiques en particulier. Il ne s'agit pas de *brûler le cours de math* mais d'exhorter l'enseignant à rechercher des stratégies pour faciliter *la conversion de ses élèves, à ne pas renoncer à leur formation véritable en se satisfaisant de la monstration* (la démonstration étant plus violente ou plus difficile...), à *ne pas confondre rigueur et rigidité* pour qu'enseigner les maths soit *un métier plus humain*.

Zoubida Senouci

1. Violences à l'école : Etat des savoirs (coordonné par B. Charlot et J.C. Emin).- Paris, Armand Colin, 1997.

2. La violence à l'école : approches européennes.- Revue Française de Pédagogie, INRP n° 123 avril.- Paris, Mai - Juin, 1998.

Les deux productions mettent en œuvre l'approche comparative pluridisciplinaire et dévoilent le poids des contextes locaux dans l'identification du phénomène de la violence et des solutions préconisées. Ce thème plus que d'autres s'inscrit dans la mise en place de passerelles entre les résultats de la recherche et les décisions d'action.

Le numéro de la **revue** est composé de sept articles et deux notes de synthèse. Pour les auteurs la surmédiatisation des faits de violence à l'école a imposé la nécessité de «l'élaboration de cet objet social et scientifique... où plusieurs paradigmes de la violence sont en œuvre et s'interpénètrent». La violence est une construction et non une prédisposition.

⇒ E. Debarbieux «**La violence en milieu scolaire. 1'Etat des lieux**»: Partant de la critique des discours attribuant la violence scolaire à une causalité ethnique, il s'engage dans une réflexion globale sur la crise de l'idéologie de progrès avec l'aggravation des divisions socio-économiques, dont une des conséquences est «la remise en cause d'une représentation de l'enfant comme

porteur d'un espoir social et personnel». L'auteur, s'appuyant sur un long travail de terrain adopte une attitude pragmatique dans la résolution de «la civilité au quotidien » en faisant « l'éloge de l'action modeste».

⇒ Pour J. P. Payet «**La ségrégation scolaire : une perspective sociologique sur la violence à l'école**», le débat engagé sur les déterminations structurelles de la violence à l'école propose l'appui sur l'analyse des processus de ségrégation scolaire. Autrement dit, la perspective sociologique sur la violence à l'école, aboutit à se poser les questions suivantes : comment vivre ensemble ? Comment définir un bien commun ? La réflexion est ainsi portée sur l'école, lieu majeur d'apprentissage de la civilité.

⇒ F. Dubet dans «**Les figures de la violence à l'école**», part d'une remise en cause du traitement uniforme des conduites désignées comme violentes : vol, agression contre les enseignants, bagarre entre élèves, désordre, relation tendue entre parents... et procède à une déconstruction de l'objet. Il appelle à ne pas confondre faits-divers et fonctionnement sociaux.

Les statistiques montrent la relative rareté des crimes et délits graves en milieu scolaire. Le fantasme d'insécurité s'appuie également sur le développement de la microvictimation liée à la montée de l'incivilité «La pluralité des significations de la violence doit être corrélée aux grands paradigmes de l'interprétation de la violence qui engagent des familles de réponses que les établissements doivent combiner».

⇒ Les quatre articles de chercheurs non français font état du phénomène de la violence aux Pays-Bas, en Espagne, en Allemagne et en Suède. Prenant appui sur des enquêtes de terrain aussi bien qualitatives que quantitatives et partant des points de vue des victimes comme celui des agresseurs, les auteurs ont dégagé des analyses multivariées relatives aux comportements antisociaux (xénophobie) dans les écoles aux Pays-Bas, en Espagne, en Allemagne et en Suède aboutissant à des propositions de démarches qui visent à la diminution réelle des délits et des incivilités.

Le dossier de la violence à l'école se termine par deux excellentes notes de synthèse l'une sur «La violence à l'école en France : 30 ans de construction sociale de l'objet (1967-1997) » par Eric Debardieux et Yves Montoya, l'autre sur «la violence dans les établissements scolaires britanniques : approches sociologiques» par Emmanuel Peignard, Elena Roussier-Fusco et Agnès van Zanten.

En Conclusion, «les établissements qui résistent efficacement à la violence sont ceux qui prennent acte de la pluralité des significations de la violence et qui combinent des systèmes de réponse en surmontant leurs caractères à priori contradictoires».

L'ouvrage coordonné par Bernard Charlot et Jean-Claude Emin «Violences à l'école : Etat des savoirs» est subdivisé en cinq parties prises en charge par une trentaine d'auteurs réunis à l'occasion d'un appel d'offres lancé en 1994 en France par l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure et la direction de l'évaluation et de la prospective. Faire l'état des recherches et diffuser les

résultats des travaux aux acteurs participant à la prévention de la violence à l'école furent les objectifs essentiels de cette collaboration de trois années.

1. **Violences à l'école : cerner la question.** A partir de la présentation de trois grandes enquêtes, sont abordés successivement «le poids des déterminants sociaux de la violence en comparant des établissements de tous types sociaux», les difficultés des lycées vues à travers les transgressions. L'enquête de victimation où la violence est appréhendée du point de vue des élèves qui en sont victimes

2. **La violence : un défi pour l'école républicaine ?** Abordant l'école en tant qu'espace symbolique, les différents auteurs proposent une approche en terme de transgressions à la loi bien que certains faits échappent à l'idée de transgression car «l'affaiblissement d'un sens général porté par l'institution scolaire entraîne du même coup l'affaiblissement d'un certain cadre normatif. Il n'y a plus de consensus possible autour de ce que «la loi» veut dire» :

3. **Les élèves violents, éléments de connaissance et réponses éducatives.** Après l'identification des auteurs et victimes de violences, il s'agissait dans cette partie de procéder à un inventaire des conduites violentes et de «comprendre comment ces élèves fonctionnent, de construire et d'expérimenter des réponses éducatives aux violences scolaires»

4. **Les personnels victimes de la violence : leurs réactions et celles des institutions.** Des auteurs apportent deux points de vue différents, le juridique et criminologique et celui de la santé mentale «qui définit les faits de la violence à partir de l'intervention d'un événement bien défini et par l'impact qu'il a sur les victimes» et stimulent la réflexion autour de moyens préventifs à développer.

5. **France, Allemagne, Angleterre, Etats-Unis : des réponses liées aux spécificités nationales.** Il s'agissait de faire une typologie des violences en milieu scolaire tout en formulant une hypothèse culturaliste aussi bien pour l'analyse que pour les traitements de la violence.

Nouria Benghabrit-Remaoun

Situations de violence.-

Journal des Anthropologues, n° 76, 1999. Association française des anthropologues.

Le «Journal des anthropologues» a consacré ce numéro spécial aux «situations de violence». L'objet était de comprendre les différentes postures des chercheurs confrontés à des situations extrêmes (terrorisme, guerre civile, sida, etc.). Quels sens faut-il attribuer à la connaissance produite auprès de personnes atteintes d'une maladie chronique ou de victimes de la violence et du terrorisme? Le numéro présenté est original parce qu'il oblige le chercheur à questionner autrement son travail d'enquête et les résultats de ses recherches en intégrant ici le problème de l'éthique de la profession d'anthropologue quand il est en face de personnes en grande détresse. Il se retrouve parfois contraint de déconstruire l'objet initial de recherche pour s'orienter sur un autre aspect qu'il découvre dans une situation limite et exceptionnelle qui met en jeu la vie des personnes.

Enquêter dans des situations de violence fait bien voler en éclat un «*certain confort ethnographique*» (Dozon, 1977). Le rapport du chercheur à la violence le conduit ainsi à reconsidérer les priorités qu'il s'était fixé au départ pour retravailler ses interprétations.

La pratique de recherche est marquée par le doute et l'incertitude. Quels types de rapports le chercheur peut-il construire quand la personne est atteinte de sida, quand une société connaît la famine, la guerre civile? Quelles significations faut-il attribuer à des résultats de recherche qui ne pourront jamais traduire de façon précise et toujours convaincante les situations extrêmes de violence que vivent au quotidien les populations ?

La situation elle-même peut faire glisser les problématiques sur un objet nouveau. Dans ce numéro, on peut lire avec intérêt l'article de l'anthropologue libanaise, Aïda Kanafani-Zahar qui est contrainte de s'orienter vers ce qu'elle appelle une «*ethnologie de soi*» qui ouvre en réalité une nouvelle recherche. Elle est comme la population, aux prises avec ce réel qu'est la guerre, l'obligeant «à coucher des mots sur le papier».

La pratique d'enquête est d'autant plus incertaine que les interdits se multiplient dans la société. Ils ont pour effets d'accentuer les rapports de défiance entre «*l'autre*» (anthropologue) et la population qui semble attendre autre chose du chercheur, la conduisant à produire aussi sa propre stratégie dans le rapport à l'enquêteur. Celui-ci le conduit aussi à agir de façon détournée, en s'appuyant par exemple sur d'autres personnes qui ont la confiance de celles qu'il souhaite rencontrer.

Ainsi, les situations extrêmes de violence obligent le chercheur à adapter en permanence ses techniques d'enquêtes pour rectifier le tir et élaborer ainsi une tactique qui soit la plus proche du terrain.

Face à la souffrance de la population, le doute assaillit en permanence le chercheur qui est contraint de s'interroger sur le sens de ce travail d'appropriation des données. Ce doute traduit bien son impuissance à fournir des réponses à des personnes qui attendent de lui un soutien face à leur souffrance et à leur douleur. Dans ces situations extrêmes, l'entretien peut prendre au détour d'une phrase, d'un mot, une autre configuration, une autre tournure, dévoilant ainsi la préoccupation majeure de la personne. Ainsi le discours métaphorique ou la gestualité représentent des formes particulières d'expression de la douleur des femmes algériennes âgées de 40 à 50 ans que nous avons interviewées (Mebtoul, 1999, dans ce numéro). Elles apparaissent épuisées par la souffrance sociale au sens où, au-delà du mal organique, c'est la totalité de leur vie quotidienne et de leur «*vérité*» qui sont profondément bouleversées. «*Tout s'est mélangé en moi*» dira par exemple cette femme hypertendue qui a connu deux décès, celui de son mari et de son fils, en l'espace de deux ans, par le fait du terrorisme. Ce numéro a le mérite d'insister sur l'humilité qui doit aussi caractériser les Sciences Sociales dont les travaux ne pourront jamais rendre compte de l'ampleur et de la complexité au cœur des situations extrêmes de violence.

*Mohamed Mebtoul**

Violence et ville par Ammara Bekkouch

Bauer, Alain et Raufer, Xavier.- Violence et insécurité urbaines.- Paris, PUF, 1999. Que Sais-je?

Un problème à définir, une démarche analytique, des suggestions de solution tel est le schéma introduit par le texte que nous proposent Alain Bauer et Xavier Raufer pour apprécier le niveau de gravité de l'insécurité urbaine en France. Il s'agit aussi de montrer l'inefficacité d'une soit disant démarche préventive pour pallier les effets de la violence. Une observation parallèle du modèle américain apporte quelques éléments des théories visant à établir *l'origine* du crime.

Documents, enquêtes et chiffres à l'appui, structurent le constat qui met en rapport les types d'espaces résidentiels (quartiers, cités, zones...) et les différentes formes de violences urbaines observées. Outre une méconnaissance du phénomène, la médiatisation des faits laisse percevoir que la mesure de la réalité n'équivaut pas à la gravité de la situation. Au delà de l'ampleur spatiale et géographique, ce sont les nouvelles formes d'organisation de la violence qui devraient préoccuper les décideurs. La délinquance des mineurs notamment au niveau des établissements d'enseignement et le trafic de drogue par exemple, masquent la stratégie des *caïds locaux*. La mise en place de Zones d'éducation prioritaires (ZEP) dont le chiffre ne cessent d'augmenter n'ont pas eu l'effet escompté *d'amélioration dans le domaine de la sécurité*. Les transports en commun sont eux aussi des lieux de délits, ainsi que la relation de plus en plus inquiétante entre la délinquance, le fanatisme et un *ordre criminel de trafics plus lucratifs*.

Quelles réponses à l'insécurité urbaine et que peut un Etat dont la *justice est saturée et la police débordée*, contre la *sanctuarisation* du phénomène ? Les pouvoirs locaux en France se heurtent au manque de moyens pour mettre en œuvre la loi d'autant que les problèmes de *caïdat*, et de *l'absentéisme des parents* restent une réalité difficile à aborder. Les effets pervers de la démarche préventive sont là pour signifier son inefficacité à plus d'un titre. Mais il existe selon les auteurs des formes d'action illustrées par deux exemples rapportés comme étant des expériences positives pour orienter la réflexion.

Trois numéros de la revue **URBANISME** ont retenu notre attention. Trois dossiers ouverts par Thierry Paquot qui nous livre ses observations à l'égard d'une vision statique du couple violence/répression que justifie une certaine *«une idéologie sécuritaire»* en omettant l'interrogation sur les causes qui les génèrent. Maux de tous les temps, il est intéressant de faire quelques détours historiques dont l'un des plus récents évoque *«l'Esprit 68»* et donne à réfléchir sur les multiples questionnements qu'il inspire.

* Sociologue, (Groupe de Recherche en Anthropologie de la Santé, Université d'Oran).

Violences urbaines, janvier- février 1996, n°286

Ce dossier note les différentes formes de violences et en exprime la diversité à travers celle de ses articles et entretiens. Une attitude commune dans la démarche tend à observer l'évolution du concept de violence, pour contester voire contrevvenir les visions nourries d'un fatalisme ambiant. En témoignage, Hélène Joinet, nous fait part des *confidences d'une «bignolle»* pour démystifier l'image de violence généralement attribuée à la cité de Courneuve.

Gilles Peissel, Sophie Body-Gendrot, Julien Damon, Jean Baudrillard nous livrent quelques éléments de perception des différentes formes de violence et de ses manifestations.

Les entretiens avec Michel Marcus d'une part et Jean-Pierre Duport d'autre part, rapportent les rudiments d'une prise en charge de la violence par de nouvelles formes d'institution où le caractère préventif tente de l'emporter sur le répressif. C'est dans cette même ligne que s'inscrivent Sylvie Schaffer et Jean - Christophe Schmitt, tous deux journalistes attestant de l'existence d'une volonté de dialogue et d'intégration que pratique *l'ilotier*, ce métier d'un nouveau genre pour atténuer la crise. En d'autres lieux, Claudine Bansept, découvre la *violence silencieuse* qui peut s'instaurer dans une cité, Gisèle Fiche fouille les milieux de la justice et note la nature *des expériences novatrices* en la matière.

Dominique Picard investit les réseaux de transport urbain pour confirmer les revers d'une politique du *tout sécuritaire* et que Julien Damon illustre par ses observations sur la gare.

L'enquête enfin de Frédéric Ocqueteau et Marie-Lys Pottier consacrée aux hypermarchés français, ouvrent un champ de questionnements défiant les *promoteurs de la sécurité publique* de répondre à des questions de méthodes, de moyens et de procédures. Pour Bernard Defrance, professeur de philosophie, c'est la perception à sens unique du problème qu'il convient de revoir. Qu'en est-il en effet de ... *ceux qui prétendent rétablir la loi dans les cités ... et de leur propre rapport à la loi ?*

Exclusion, mars-avril 1996, n°287

Gestionnaires de la ville, administrateurs et architectes-urbanistes, collaborent en force pour aborder les problèmes de l'exclusion.

Les Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) d'Ile de France se présentent comme un atout majeur dans leur approche, du fait de leur présence sur le terrain. Dominique Bonini, Sylvie Bouley-Duparc, Yves Brangier, Pascale d'Anfray-Legendre, Loula Choffé-Mitrofanoff, Vincent Lellèvre, Lonel Chomet, Laurence Feveile et Hubert Laignel représentants de CAUE et principalement des architectes contribuent par leur expérience à faire comprendre les données de ce phénomène.

Le regard historique de Roger-Henri Guerrand restaure les images d'une certaine exclusion qui a marqué en France, l'espace des *mal-lotés* et des *zoniers* jusqu'aux années 1950. Des progrès depuis ? Sans doute. Mais comme le constate l'auteur, plus sur le papier que sur le terrain. C'est cette même lenteur

que Jean Claude Croizé nous expose à travers *les espoirs déçus des cités d'urgence* conçues entre 1954 -56.

Michel Steinbach pose le problème en terme de fracture dans les formes urbaines qui trouverait des éléments de réparation dans la recomposition de la *Cité sur elle-même*. Et c'est ce *passage à l'opérationnel* qu'appuie Dominique Girard en notant qu'il est aussi question de volonté pour combattre l'exclusion.

L'expérience des maires tels que Gaston Viens dans l'exemple *d'Orly* et Roger Prévot dans le quartier de *La Caravelle*, situe l'exclusion au niveau du concept de *désintégration*. Un exemple d'intégration d'ailleurs, réalisé par la Sonacotra, nous est rapporté par Sylvie Schaffer tandis que Serge Paugam pose le problème de la notion d'exclusion. Il invite les chercheurs à rassembler leurs connaissances *pour mieux comprendre ce que l'on appelle l'exclusion*.

Mai 68, mai- juin 1998, n° 300

Mai 68, 10, 20 puis 30 ans après, des bilans et des interrogations pointent le doigt sur les conceptions architecturales et l'urbanistiques. Quel est le regard des architectes sur eux-mêmes et le regard des autres sur la pratique de ces disciplines ? Deux entretiens avec Hubert Tonka et Roland Castro, permettent de situer des repères. Curieusement, *l'insurrection algérienne de novembre 1954* est évoquée chez ce dernier, pour avoir influé sur ses activités de contestataire contre un certain ordre établi. Michel Sené, de son côté, à partir d'une enquête de terrain, se penche sur le devenir des idées novatrices générées par les groupes de réflexion de l'après 68.

Le regard des autres nous est suggéré par Jean-Louis Violeau, Frédéric Seitz, Laurent Devisme, Anne Querrien, François Lautier, Otto Steidle, Laurids Ortner, Françoise Piaux.

Retracer l'histoire d'une subversion, relire la presse militante de l'époque, comprendre la logique des effets du *baby-boom* sur la politique de construction... autant d'actions qui nous conduisent au texte philosophique de Jean Paul Dollé, *Paris-Mai*, une sortie poétique à méditer.

Revue Historique, avril- juin 1998, n° 606

Histoire de la violence

L'intérêt de ce numéro est de rappeler que la violence est de tous les temps et de tous les pays. Une histoire de la violence peut se décliner au passé sans que, pour autant, ce passé ne soit convoqué pour expliquer et justifier le présent. A travers des exemples français (ils auraient pu être chinois, allemands, australiens, anglais ou brésiliens...), dans cette France en formation du 15^e au 19^e, sont écrites ces douloureuses expériences : B. Garnot : *la violence et ses limites dans la France du XVIII^e siècle : l'exemple bourguignon*, B. Benoit : *Relecture des violences collectives lyonnaises du XIX^e siècle*, M.-H. Renaut: *Vagabondage et mendicité : délits périmés, réalités quotidiennes*, J-C. Cassard : *Le légat catéchiste. Vincent Ferrier en Bretagne (1418-1419)*, Karine Leboucq : *L'administration provinciale à l'époque des guerres de religion, Henri III, François d'O et le gouvernement de Basse Normandie (1579- 1588)*. Des

travaux d'érudition historique qui nous sortent des idées *prêt-à-porter*, des jugements tous faits et des *a priori*. Des travaux qui sont autant de leçons d'histoire et de modestie pour intellectuels pressés.

Fouad Soufi

News on Children and Violence on the Screen

A newsletter from the UNESCO International Clearinghouse on Children and Violence on the Screen. Nodicom Göteborg University, Sweden.

Vol. 2, n°2-3, 1998

Dans cette revue qui s'intéresse exclusivement à tout ce qui a un rapport de près ou de loin avec les médias, la violence et la jeunesse, une vingtaine de notes se rapportant à l'enfance et la violence à l'écran ont été réunies : *violence et Internet, recommandations européennes pour la protection des mineurs*, des contributions de chercheurs scandinaves sur la violence dans les films et à la télévision et la situation en Malaisie, aux Philippines et en Chine.

Notre collègue Mohamed Bensalah y a présenté une étude intitulée *Image and Violence- A Questionable Relationship*, qui peut se traduire par *Image et violence. Une relation ambiguë*. L'A. présente le cas des enfants maghrébins et leurs aspirations particulières en insistant sur le fait que « *dans la famille traditionnelle classique le monde des enfants s'organisait autour de deux institutions sociales, la famille et l'école... Aujourd'hui, la majeure partie de l'éducation, des découvertes et des divertissements s'articulent autour de l'écran de télévision devenu le seul facteur d'intégration et de socialisation... Les enfants maghrébins qui zappent à longueur de journée d'une chaîne à l'autre trouvent les pays européens et outre-atlantiques plus captivants et plus intéressants... L'Europe leur apparaît comme un modèle de paix et de liberté et l'Amérique comme un eldorado* ».